

TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET EMPLOI

COLLECTIF
ROOSEVELT



1. CRISE ÉCOLOGIQUE ET CHANGEMENT CLIMATIQUE : L'ENJEU D'UNE TRANSITION JUSTE...

Consommation galopante, gaspillages alimentaires et énergétiques, urbanisation accélérée et délocalisations, comptent parmi les causes majeures de la crise écologique et du changement climatique, dont les conséquences physiques, sociales et économiques se font déjà sentir : multiplication des événements climatiques extrêmes, effondrement de la biodiversité, baisse des rendements agricoles (sécurité alimentaire), impacts sur la santé, etc...

Pour pouvoir continuer à vivre dans un environnement soutenable, la communauté internationale s'est fixé plusieurs objectifs : limiter le réchauffement climatique à 2°C (Copenhague, 2009), établir des modes de consommation et de production durables (Objectifs de Développement Durable, 2015),...

Atteindre ces objectifs nécessite un changement radical de modèle économique et social. Le Collectif Roosevelt promeut une transition écologique juste, créatrice d'emplois décents, basée sur la sobriété énergétique, des modèles économiques innovants (économie de la fonctionnalité, circulaire et de partage), ainsi qu'un nouveau rapport au travail.

2. ... UNE TRANSITION JUSTE ET CRÉATRICE D'EMPLOIS

De nombreuses études montrent combien la transition écologique en général, et la transition énergétique en particulier, présentent de réelles opportunités de créations d'emplois :

- L'Organisation Internationale du Travail estime que les activités liées au développement de nouvelles sources d'énergie renouvelable pourraient générer environ 20 millions de postes de travail au niveau mondial d'ici 2030 (1).
- En France, selon le ministère de l'écologie, la transition énergétique va créer 100 000 emplois en 3 ans, principalement dans la rénovation énergétique des bâtiments, les énergies renouvelables, la filière bois et les transports propres (2);
- Le Centre International de recherches sur l'Environnement et le Développement (CIRED) avait déjà calculé en 2013 que la transition énergétique du pays pourrait créer entre 220 000 et 330 000 emplois à temps complet en 2020, et entre 560 000 et 820 000 en 2030 ;
- L'association Terres de Liens estime que le passage d'une agriculture de type industriel à l'agro-écologie créerait 600 000 emplois (3).
- Pour diminuer les déchets, le scénario 2014 « Zéro waste » se donne pour objectifs de réguler la production, d'optimiser et d'allonger la durée des objets. Éco-emballages, dégagerait, selon une étude du Conseil Economique Social et Environnemental (2010), 100 000 Equivalents Temps Plein.

- **Au niveau des territoires** : au Pays Basque Nord, une étude menée en avril 2015 (4) montre que la transition « climatique » entraînerait la création de 10 000 emplois, dont 1/3 dans les énergies renouvelables locales, soit une baisse de 64% du nombre de chômeurs (15883 demandeurs d'emplois comptabilisés en catégorie A au Pays Basque nord en janvier 2015)

Des exemples concrets existent déjà dans le monde entier :

- En Allemagne, les statistiques officielles montrent qu'entre 2004 et 2010 l'emploi lié aux énergies renouvelables est passé de 160 500 à 370 000, soit une croissance globale de 230%.
- Aux Etats-Unis, l'industrie environnementale a généré plus de 5,3 millions d'emplois en 2005, soit dix fois le nombre d'emplois dans l'industrie pharmaceutique américaine (5).

3. ... DES EMPLOIS CRÉÉS GRÂCE À DES RÉFORMES ÉCONOMIQUES INNOVANTES

Pour que la transition écologique puisse délivrer son plein potentiel de création d'emplois, des mesures économiques innovantes et résolues sont nécessaires, parmi lesquelles :

- **La réduction du temps de travail**
Comment créer des emplois sans croissance économique, dans la mesure où la courbe de celle-ci est étroitement liée au réchauffement climatique ? En France, la réduction du temps de travail à 32 heures sur 4 jours permettrait de créer au minimum 1,6 millions d'emplois (6) : moins de stress, plus de temps pour vivre moins vite et plus sobrement, pour s'informer et s'engager...
- **Relocaliser l'économie**
Relocaliser l'économie donne du sens au travail, de la vie aux territoires et à la démocratie, tout en ayant de nombreux bénéfices environnementaux, à commencer par la diminution des transports. Des fonds d'investissement citoyens tels que Terre de liens, Bâti Cités, Énergie partagée, proposent d'installer des paysans bio, de développer des unités locales de production d'énergies renouvelables, des projets d'habitats écologiques, participatifs et sociaux. Le mouvement BALLE a rassemblé, en 10 ans, le plus grand réseau d'entrepreneurs locaux en Amérique du Nord, et a inventé des outils permettant de créer des emplois locaux et de relocaliser la finance.
- **De nouvelles (et massives) sources de financement**, par exemple : l'augmentation de la taxe carbone ; la lutte contre la fraude fiscale et les paradis fiscaux (qui coûtent entre 60 et 80 milliards d'euros/an à l'État français) ; la taxe sur les transactions financières, qui permettrait également de réguler le secteur de la Finance. Greenpeace réclame un engagement fort de 100 milliards de dollars par an d'ici à 2020 pour financer la (R)évolution énergétique, susceptible de créer 20 millions d'emplois dans le monde (7).
- **L'utilisation de nouveaux indicateurs de richesse**
Le Produit Intérieur Brut est un indicateur très limité, qui mesure essentiellement la production marchande, sans prendre en compte aucun paramètre social (niveau de santé ou d'éducation, inégalités économiques, stabilité politique ou dégâts environnementaux...). Il n'est donc en rien représentatif du bien-être social, d'où l'importance de définir des indicateurs qui prennent en compte d'autres dimensions que la richesse monétaire, afin de se doter des boussoles pertinentes qui nous aideront à changer véritablement de cap.
- **Des politiques publiques d'accompagnement au changement** : instauration de normes sociales et environnementales contraignantes (droit international), accompagnement et sécurisation des parcours professionnels (GPEC en France). Plus original, le « service national du climat » proposé en Angleterre par le rapport " One million climate jobs » (8)

SOURCES :

- (1) http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/publication/wcms_098485.pdf
- (2) http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/7- Creation_d_emplois.pdf
- (3) <http://www.reporterre.net/Chomage-On-peut-creeer-600-000>
- (4) <http://www.bizimugi.eu/wp-content/uploads/2015/04/Version-provisoire-emplois-climatiques-PB-nord.pdf>
- (5) <http://www.unep.org/Documents.Multilingual/Default.asp?DocumentID=523&ArticleID=5717&l=fr>
- (6) <http://collectif-roosevelt.fr/wp-content/uploads/2013/06/Argumentaire-2014-RTT.pdf>
- (7) Rapport [r]évolution énergétique de Greenpeace <http://bit.ly/21sqMkj>
- (8) <http://www.climate-change-jobs.org/>